M 2485 - 310 - 8,00 F

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

N° 310
MARS 2001
8FF-50FB-2FS-2$ can.-1,2 euros

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

DIX ANS APRÈS LA GUERRE DU GOLFE

Derrière le masque humanitaire, la barbarie capitaliste continue

Il y a dix ans était déclenchée la fameuse "Tempête du Désert", nom donné à l'opération militaire des forces coalisées de l'ONU contre le "sanguinaire" Saddam Hussein en Irak. Elle était censée intervenir en défense du droit international pour la sauvegarde de "l'ordre" et la "paix" mondiales.

Elle fit à cette occasion des centaines de milliers de morts civils et militaires irakiens. Aujourd'hui encore, les miracles de la technologie (et notamment l'uranium appauvri) mis au service de l'arsenal militaire des forces alliées sont à l'origine de leucémies, cancers, malformations des nouveau-nés chez les populations autochtones ou chez les militaires des grandes puissances, s'étant trouvé à proximité du théâtre des opérations. Et depuis dix ans, les bombardements quasi-quotidiens des forces militaires anglo-américaines continuent de répandre la terreur et la mort en Irak. Ce n'est pas la dernière conséquence de cette croisade de la bourgeoisie pour le droit international car la tragédie du millier de boat-people kurdes qui viennent de s'échouer sur les côtes varoises françaises en est une nouvelle. Ceux-ci ne sont en fait qu'un détachement des populations prises en otage par la barbarie guerrière capitaliste et dont le calvaire a encore empiré depuis dix ans. Leur sort constitue l'illustration par excellence du machiavélisme, du cynisme et de la barbarie dont est capable la classe dominante.

Au cours de la guerre du Golfe, ce sont les aviations française, britannique et américaine qui envoyaient des tracts aux populations du Sud et du Nord de l'Irak en les exhortant à la désertion et à la révolte et en leur laissant croire que tout le potentiel militaire de Saddam Hussein avait été anéanti par les opérations militaires. Si le boucher de Bagdad a eu carte blanche pour massacrer sauvagement les Kurdes d'Irak, alors que sa défaite le mettait à la merci de ses vainqueurs, c'est bien parce que ces derniers avaient tout intérêt au règlement de la question kurde. En effet, en éliminant ces forces traditionnellement hostiles au régime en place, les grandes puissances limitaient les risques de dislocation de l'Irak et donc de déstabilisation de la région. Une fois la saignée accomplie, celle-ci servait de nouveau de prétexte au maintien de la présence militaire aérienne américaine et anglaise sur le territoire irakien, pour "protéger" les populations kurdes qui partagent les conditions de misère effroyables infligées à la population irakienne.

Et lorsque quelques uns parviennent à fuir cet enfer par bateau et échouent sur les plages françaises, ce n'est pas la fin du cauchemar. Derrière les beaux discours humanitaires, les débats sur la lutte contre l'immigration clandestine, les distinguos subtils entre réfugié politique et réfugié économique, ce qu'il y a pour eux, c'est la vie de clandestin, les dangers d'une nouvelle errance à travers l'Europe, ou l'expulsion pure et simple.

Non seulement la guerre du Golfe n'a rien réglé mais, dix ans après, le nouvel ordre mondial, si cher aux grandes démocraties, s'est révélé constituer une aggravation du chaos mondial et de la barbarie capitaliste aux quatre coins de la planète, avec ses "poches de misère", ses camps de réfugiés et ses charniers.

B. (24 février)

RETRAITES

Le MEDEF annonce tout haut ce que le gouvernement prépare en douce

Le scénario bien rodé des négociations patronat-syndicats autour de la fameuse "refondation sociale" du MEDEF continue de se dérouler, sur le plan des retraites comme il en a été pour le fameux PARE (Plan d'Aide à la Recherche d'un Emploi). Le MEDEF a joué à merveille son rôle de gros méchant et les syndicats celui de prétendus défenseurs des salariés, pendant que le gouvernement continue d'éviter soigneusement de se mouiller, trop heureux de laisser à nouveau le MEDEF porter le chapeau d'une initiative ouvertement anti-ouvrière qu'il est le premier à appeler de ses voeux : l'attaque générale sur les retraites et notamment le projet d'allongement de l'âge de la retraite et de la durée des cotisations.

Comme d'habitude, on s'est vite rendu compte que l'intransigeance radicale affichée par le patronat pendant le premier acte du scénario servait surtout de faire valoir aux syndicats et n'avait pas grand chose à voir avec les véritables objectifs poursuivis. En effet, "l'ultimatum" annoncé par le MEDEF sous forme d'une menace de suspension immédiate des versements patronaux qui financent les retraites complémentaires n'aura duré que le temps pour les syndicats d'afficher un "front uni intransigeant" et d'organiser une belle "mobilisation unitaire" à travers le grand défouloir de la journée d'action du 25 janvier (voir *RI* n°309). Une fois passé le rituel défilé syndical, le second round de négociations pouvait s'ouvrir et, ce coup-ci, déboucher sur un projet d'accord, qu'on essaie, évidemment, de nous faire passer pour une concession patronale, voire une "victoire de la rue".

Evidemment, tout cela est bidon. Car, finalement, ce qui ressort de ce nouveau projet d'accord, c'est :

- 1- que le patronat n'a jamais eu l'intention de cesser ses versements aux caisses de retraites complémentaires dès le 1er janvier (ceux-ci ont continué d'être versés normalement, malgré la première rupture des négociations et bien avant la fameuse mobilisation du 25 janvier).

- 2- que toute réforme des régimes complémentaires décidée entre "partenaires sociaux" est irréalisable avant que ne soit "réformé" le régime de base, qui, lui, relève des décisions gouvernementales. Tout à coup, le MEDEF serait, soi-disant, soudain "tombé d'accord" avec les responsables syndicaux sur ce plan, alors qu'il est évident depuis le début que c'est bien le régime de base qui est l'enjeu de toute cette affaire !

- 3- qu'au lieu d'être applicable immédiatement comme faisait mine de l'exiger d'abord le MEDEF, la réforme des régimes complémentaires du privé est remise à dans deux ans et, avec elle, ce qui la conditionne : la remise en cause de la durée des cotisations dans le régime de base. Ce que le projet d'accord formule en ces termes soigneusement choisis : "*la réforme du régime de base par le législateur devrait, pour équilibrer le système de retraite (..) privilégier la variable de la durée de la cotisation pour l'accès à la retraite à taux plein*". Le tout étant donc "programmé" pour la fin 2002, le temps de permettre au gouvernement de laisser passer les échéances électorales.

- 4- que le "front uni syndical", ayant rempli son rôle, pouvait être dissout et remplacé par le classique partage des rôles entre confédérations : aux CFDT et CFTC, qui approuvent l'intégralité du texte, la position de complicité ouverte avec le MEDEF et la charge de justifier auprès des prolétaires les nouveaux coups qui se préparent ; à la CGT, qui le rejette en bloc, le rôle de "défenseur intransigeant des intérêts des salariés" afin de se tenir prêt à encadrer les réactions ouvrières ; et à ceux qui restent (FO, CGC..) une position médiane de semi-acceptation en attendant de voir comment les choses vont tourner.

C'est clair, le coup monté n'est pas seulement une fine manoeuvre patronale (comme le clame la CGT) qui commence par exiger plus pour obtenir ce qu'il veut. Toute cette mise en scène autour des "projets patronaux" sert avant tout de cache-sexe aux projets gouvernementaux. Le gouvernement a besoin de préparer le terrain pour mettre en oeuvre une attaque générale sur les retraites, tant en ce qui concerne le régime général que les régimes dits "spéciaux" des fonctionnaires. Alors, on envoie le MEDEF "au front" pour annoncer la couleur. Si Jospin n'avait pas Seillière, il devrait l'inventer !

Pour les prolétaires, du privé comme du public, salariés, retraités ou chômeurs, il faut en tirer la leçon suivante : tous les "fronts unis syndicaux" et leurs "mobilisations unitaires", même massivement suivies comme celle du 25 janvier, sont impuissantes à faire reculer les attaques patronales et gouvernementales, pour la bonne raison qu'elles ne sont là que pour nous donner l'illusion de riposter, en défoulant un peu de la colère ouvrière et en masquant le véritable enjeu de ce qui se prépare.

Si réellement, la journée d'action du 25 janvier avait exprimé une force de la classe ouvrière, grâce, comme on a voulu nous le faire croire, au "front uni des syndicats", on voit mal pourquoi elle aurait débouché sur un projet d'accord signé par la moitié des centrales et qui contient un projet d'attaque encore plus violent et général, parce que concernant tous les salariés, que celui annoncé au départ. Non, les prolétaires, pas plus qu'ils ne doivent être dupes des manoeuvres du gouvernement de la gauche plurielle qui se sert de l'épouvantail du MEDEF pour avancer masqué, ne doivent être dupes du rôle de saboteurs et d'étouffoir des syndicats.

PE (23 février)

Dans ce numéro

France
Réfugiés de l'East Sea, l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie française ..... p. 3
Les ouvriers n'ont rien à attendre des élections ..... p. 3
Elf : un instrument de l'impérialisme français ..... p. 3

Situation internationale
Allemagne : l'antifacisme au service du renforcement de l'Etat ..... p. 4
Inde, Salvador : le capitalisme vrai responsable du carnage ..... p. 4
Les défenseurs du capitalisme se retrouvent aussi à Porto Alegre ..... p. 5
Tout va bien ? ..... p. 5

En défense de *Bilan*
Contre les manoeuvres de *Hilo Rojo* ..... p. 6

La répression de Kronstadt
Une erreur tragique du mouvement ouvrier ..... p. 8
Contre les thèses anarchistes, les leçons tirées par la Gauche communiste ..... p. 2

UNE ERREUR TRAGIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER

(SUITE DE LA PAGE 8)

constamment au bord de la démoralisation. Quelques unes fraternisèrent même avec les insurgés. Pour s'assurer de la loyauté de l'armée, d'éminents dirigeants bolcheviks furent envoyés du 10e congrès du parti, alors en session à Moscou. En même temps, les fusils de la Tcheka étaient braqués sur le dos des soldats pour s'assurer doublement qu'aucune démoralisation ne pouvait se propager. Quand la forteresse tomba enfin, des centaines d'insurgés furent massacrés, exécutés sommairement ou rapidement condamnés à mort par la Tcheka. Les autres furent envoyés en camp de concentration. La répression fut systématique et sans merci.

Au moment des événements, c'est la peur accablante du danger que les gardes blancs n'exploitent la révolte de Kronstadt pour régler leur compte aux bolcheviks, qui a amené bien des voix les plus critiques du pouvoir bolchevik à soutenir la répression.

Une erreur de *tout* le mouvement ouvrier

En effet, s'il est une chose que les antiléninistes de tous poils se sont efforcés en permanence de masquer, c'est que cette erreur du parti bolchévik a été partagée par l'ensemble du mouvement ouvrier de l'époque, y compris par les fractions et courants de la gauche communistes qui avaient été exclus de l'Internationale.

Ainsi, l'Opposition Ouvrière, fraction critique à la direction bolchévique, a apporté son plein soutien à la répression et Alexandra Kollontaï (qui était à la tête de cette fraction oppositionnelle) ira même jusqu'à affirmer que les membres de son Opposition seraient les premiers à se porter volontaires pour écraser la rébellion.

Les fractions de la Gauche germano-hollandaise, bien qu'elles se soient clairement démarquées de la position jusqu'au-boutiste de Kollontaï, n'ont pas condamné ni même critiqué la politique du parti bolchévik. Ainsi, le KAPD (1), au moment des événements, avait défendu la thèse suivant laquelle la révolte de Kronstadt était un complot contre-révolutionnaire contre la Russie des soviets, ce qui l'a conduit à ne pas condamner la répression.

Görter, au sein de la Gauche hollandaise, a affirmé que les mesures prises par les bolchéviks étaient "nécessaires" face à la révolte de Kronstadt car il fallait écraser cette insurrection contre-révolutionnaire dont il estimait qu'elle venait de la paysannerie.

Au sein-même du parti bolchévik, Victor Serge, bien qu'ayant affirmé son refus de prendre les armes contre les marins de la Flotte Rouge, n'a pas protesté contre la répression par fidélité au parti.

Ainsi, il est clair que cette erreur tragique n'a pas été commise par le seul parti bolchévik et encore moins par sa seule direction. En réalité, les bolchéviks ont été les acteurs d'une erreur et des incompréhensions de tout le mouvement ouvrier de l'époque qui n'a pas vu que la contre-révolution pouvait venir de l'intérieur de l'Etat post-insurrectionnel, non pas parce que le "ver était déjà dans le fruit" dès 1917 (selon la thèse des anarchistes pour qui l'existence d'un parti de classe est un danger pour le prolétariat), mais parce que, du fait de l'isolement international de la révolution russe, le parti bolchévik a été absorbé par l'Etat, s'est identifié à cet appareil d'Etat contre la classe ouvrière. L'erreur de l'ensemble du mouvement ouvrier était contenue dans les confusions générales sur l'idée suivant laquelle l'Etat qui a surgi après la révolution d'Octobre 17 était un "Etat prolétarien".

B et C

(1) Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne exclu en 1920 de l'Internationale Communiste à cause de ses positions critiques, notamment contre la politique de «Front unique» de l'IC.

Contre les thèses anarchistes, les leçons tirées par la Gauche communiste

Le seul courant qui, tout en défendant la révolution d'Octobre, ait rejeté et condamné la répression de la forteresse de Kronstadt était le courant anarchiste, au sein duquel il convient d'ailleurs de distinguer les différentes composantes. Certains anarchistes, notamment les anarchistes immigrés tels Emma Goldman et Alexandre Berkman étaient très proches du parti bolchévik (et leur avaient apporté leur plein soutien en octobre 17 contrairement à d'autres anarchistes appartenant à l'intelligentsia ou aux éléments déclassés et dont l'anti-bolchévisme exprimaient clairement les conceptions de la petite-bourgeoisie réactionnaire).

Il ne fait aucun doute que de nombreux anarchistes avaient raison dans leurs critiques envers la Tcheka (le police politique du parti) et l'écrasement de Kronstadt. Le problème, c'est que l'anarchisme n'offre aucun cadre pour comprendre la signification historique de tels événements, comme en témoigne l'analyse de Voline :

"*Kronstadt est un phare lumineux qui éclaire la bonne route (...) Une fois l'entière liberté de discussion, d'organisation et d'action définitivement acquise par les masses laborieuses elles-mêmes, une fois le vrai chemin de l'activité populaire indépendante entrepris, le reste viendra s'enchaîner automatiquement.*" (Voline, *La Révolution inconnue.*)

Ainsi, selon Voline, il suffisait que la révolte de Kronstadt ait été victorieuse pour que le reste vienne "*s'enchaîner automatiquement*". Or, même si la révolte s'était étendue à toute le Russie, même si Kronstadt avait gagné, cela n'aurait en rien résolu le problème crucial de l'époque : celui de l'isolement international du bastion soviétique (mais il est vrai que dans la logique des anarchistes, comme on a pu le voir par la suite dans leur analyse de la "révolution prolétarienne" en Espagne en 1936, l'analyse marxiste suivant laquelle le communisme ne peut s'établir qu'à l'échelle internationale est tout à fait secondaire). Une telle sous-estimation des difficultés et de la nécessité de l'extension rapide du processus révolutionnaire est un véritable poison pour la conscience du prolétariat qui lui masque le premier des enseignements de Kronstadt, à savoir que toute révolution qui reste isolée dans un seul pays est irrémédiablement vouée à l'échec.

La révolution prolétarienne est internationale ou n'est rien

La révolution prolétarienne peut seulement réussir à l'échelle mondiale. Il est impossible d'abolir le capitalisme ou de "construire le socialisme" dans un seul pays, mais seulement par l'extension du pouvoir politique prolétarien sur toute la planète. Sans cette extension, la dégénérescence de la révolution est inévitable, quels que soient les changements apportés dans l'économie. C'est justement ce que Lénine avait clairement mis en avant lorsqu'il affirmait dès 1918 que le prolétariat russe attend avec impatience l'extension de la révolution en Europe, car si le prolétariat d'Europe occidentale ne venait pas rapidement au secours de la Russie des soviets (qui commençait à être asphyxiée par le blocus économique de toute la bourgeoise mondiale), celle-ci était condamnée.

Pour les anarchistes, les bolcheviks ont fini par écraser les ouvriers et les marins parce qu'ils étaient, selon les termes de Voline, "*marxistes, autoritaires et étatistes*". En réalité, ce que Voline et tout le courant anarchiste n'ont jamais compris, c'est que la disparition de la démocratie ouvrière qui a vidé les soviets de toute vie prolétarienne est la conséquence directe de l'impasse tragique dans laquelle se trouvait la révolution russe. Et c'est à partir de cette incompréhension du mouvement réel et de la dynamique générale du prolétariat mondial que les anarchistes ont pu réécrire et interpréter l'histoire à leur façon avec comme seul "cadre théorique" la vieille thèse libertaire anti-marxiste, anti-parti et "anti-autoritaire". Ce faisant, l'idéologie des anarchistes apporte aujourd'hui encore de l'eau au moulin des campagnes anti-communistes de la bourgeoisie, lesquelles ont pour objectif de perpétuer l'idée mensongère consistant à faire croire aux prolétaires qu'il existerait une prétendue "continuité théorique, pratique et historique" entre Lénine et Staline, entre la révolution d'Octobre 1917 et la contre-révolution stalinienne.

Parce que le marxisme défend la formation d'un parti politique prolétarien, appelle à la centralisation des forces du prolétariat et reconnaît l'inévitabilité de l'Etat de la période de transition vers le communisme, il est condamné, selon les anarchistes, à finir comme exécuteur des masses. De telles "vérités éternelles" n'ont aucune utilité pour la compréhension des processus historiques réels et pour en tirer des leçons sur lesquelles devra s'appuyer le futur mouvement révolutionnaire.

Quelles sont les véritables leçons de la tragédie de Kronstadt que la Gauche communiste a su tirer ? (1)

Pas de rapport de violence au sein de la classe ouvrière

La violence révolutionnaire est une arme que le prolétariat est forcé d'utiliser dans son combat contre la classe capitaliste. A l'intérieur même du prolétariat, elle ne doit avoir aucune place car elle ne peut alors que détruire son unité, sa solidarité, sa cohésion et engendrer la démoralisation, le désespoir.

Sous aucun prétexte la violence ne saurait servir de critère ni d'instrument au sein de la classe ouvrière parce qu'elle n'est pas un moyen de sa prise de conscience. Cette prise de conscience, le prolétariat ne peut l'acquérir que par sa propre expérience et l'examen critique constant de cette expérience. C'est pourquoi la violence au sein de la classe ouvrière, quelle que soit sa motivation immédiate, ne peut qu'empêcher l'activité propre des masses et finalement être la plus grande entrave à sa prise de conscience qui est la condition indispensable au triomphe du communisme.

En ce sens, même si des fractions de la classe ouvrière ont manifestement tort, la "ligne juste" ne peut pas leur être imposée par la force des armes par une autre fraction, qu'elle soit majoritaire ou non. Le soulèvement de Kronstadt a constitué un affaiblissement du bastion prolétarien, sur le plan de sa cohésion. Sa répression a constitué un affaiblissement encore plus important en hâtant la dégénérescence de la révolution.

La dictature du prolétariat n'est pas celle d'un parti

La tragédie de la révolution russe, et en particulier le massacre de Kronstadt, a été que l'ensemble du mouvement ouvrier de l'époque n'était pas clair sur le rôle du parti dans l'exercice du pouvoir prolétarien. En effet, au sein du mouvement ouvrier existait encore l'idée que, comme dans la révolution bourgeoise, c'est le parti qui devait exercer la dictature du prolétariat au nom de la classe ouvrière. Contrairement aux autres révolutions dans l'histoire, la révolution prolétarienne exige la participation active et constante de toute la classe ouvrière. Ce qui signifie qu'à aucun moment, elle ne doit tolérer, sous peine d'ouvrir immédiatement un cours de dégénérescence, ni la "délégation" du pouvoir à un parti, ni la substitution d'un corps spécialisé ou d'une fraction de la classe ouvrière, aussi révolutionnaires soient-ils, à l'ensemble du prolétariat. C'est également pour cette raison que, quand l'Etat se dresse contre la classe ouvrière, comme ce fut le cas à Kronstadt, le rôle du parti, en tant qu'émanation et avant-garde du prolétariat, n'est pas de défendre l'Etat contre la classe ouvrière, mais de mener le combat aux côtés de celle-ci contre l'Etat.

La dictature du prolétariat n'est pas l'Etat

Au moment de la révolution russe, il existait une confusion générale dans le mouvement ouvrier, qui identifiait la dictature du prolétariat à l'Etat apparu après le renversement du régime tsariste, c'est-à-dire le congrès des délégués de toutes les Russies des Soviets, des travailleurs, soldats et paysans. Le pouvoir prolétarien, au lieu de se manifester par le canal des organes spécifiques de la classe ouvrière (assemblées d'usines et conseils ouvriers), a été identifié à l'appareil d'Etat (soviets territoriaux, émanation de toutes les couches non exploiteuses).

Or, comme l'a clairement mis en avant la Gauche communiste d'Italie à la fin des années 30 et la Gauche communiste de France par la suite, tirant les leçons de la dégénérescence de la révolution russe, l'autonomie du prolétariat signifie que, sous aucun prétexte, les organisations unitaires et politiques de la classe ouvrière ne doivent se subordonner aux institutions étatiques, car cela reviendrait à dissoudre ces organismes du prolétariat et amènerait celui-ci à abdiquer de son programme communiste dont lui seul est l'unique sujet. Compte tenu des conceptions qui existaient à l'époque dans le mouvement ouvrier (l'idée d'un Etat "prolétarien"), toute résistance à l'Etat de la part des travailleurs ne pouvait être considéré que comme contre-révolutionnaire. A aucun moment, la vigilance du prolétariat vis-à-vis de l'appareil d'Etat ne peut se relâcher, parce que l'expérience russe et les événements de Kronstadt en particulier, ont montré que la contre-révolution peut très bien se manifester par le canal de l'Etat post-insurrectionnel et pas seulement à travers une agression bourgeoise "extérieure".

Pour tragiques qu'aient été les erreurs commises par les bolcheviks, ce ne sont pas elles mais bien l'isolement de la révolution russe qui est à la base de sa dégénérescence. Si la révolution s'était étendue, en particulier à travers une insurrection victorieuse en Allemagne, il est fort probable que ces erreurs auraient pu être corrigées au cours-même du processus révolutionnaire en développement, comme en témoigne les positions défendues par Lénine dans le débat en 1920-1921 qui l'avait opposé à Trotsky sur la question des syndicats (débat qui s'est également mené au 10e congrès du parti qui s'est tenu au moment-même où se déroulaient les événements de Kronstadt). Ainsi, alors que Trotsky défendait l'idée que les syndicats devaient constituer un appareil d'encadrement par l'Etat "prolétarien" de la classe ouvrière, Lénine, en désaccord avec cette analyse, avait mis en avant que les ouvriers doivent se défendre eux-mêmes contre "leur" Etat, particulièrement dans la mesure où le régime des soviets était, selon lui, non plus un Etat prolétarien mais *un "Etat des ouvriers et des payans"* avec de "*profondes déformations bureaucratiques*".

Par ailleurs, en 1922, dans un rapport présenté au comité central du parti, c'est en ces termes que Lénine commence à percevoir que la contre-révolution s'est installée en Russie-même et que l'appareil du parti bureaucratisé ne va pas dans le sens des intérêts du prolétariat : *"La machine est en train d'échapper des mains de ceux qui la conduisent : en fait, on dirait qu'il y a quelqu'un aux commandes qui dirige cette machine, mais celle-ci suit une autre direction que celle qui est voulue, conduite par une main cachée (...) Dieu seul sait à qui elle appartient, peut-être à un spéculateur ou à un capitaliste privé, ou aux deux à la fois. Le fait est que la machine ne va pas dans la direction voulue par ceux qui sont censés la conduire et, quelquefois, elle prend tout à fait la direction opposée."*

B et C

(1) Pour plus de détails, lire nos articles dans la *Revue Internationale* n° 3, 100 et 104.

REFUGIÉS DE L'EAST SEA

L'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie française

Le vraquier aux cales chargées de pauvres hères entassés comme du bétail depuis plus d'une semaine s'était à peine échoué sur la Côte d'Azur, que le cri du coeur du très humaniste parti socialiste français ne s'est pas fait attendre : "on n'en veut pas !". Aux déclarations de François Hollande "*il faut accueillir humainement ces exilés, mais ne pas leur donner l'illusion et l'espoir d'une intégration dans notre pays*", enchérissait un Bertrand Delanoë : "*le meilleur moyen de lutter contre ces trafics de personnes, c'est de ne pas considérer, à priori, que tout le monde pourra rester sur le territoire français*". Quant au gouvernement de la gauche plurielle, il n'avait, de toutes façons, pas attendu les déclarations de ces dignes représentants du PS, pour prendre immédiatement des mesures coercitives conformes à de tels états d'âme : le parquage policier des 910 Kurdes dans une "*zone d'attente*", créée à la hâte sur une base militaire, dont le rôle consiste, comme pour celles qui existent dans tous les aéroports, à faciliter le "retour à l'envoyeur", avant qu'ils n'aient foulé le territoire français, des exilés dont la demande d'asile est jugée "*manifestement infondée*".

Cette réaction "réaliste" était encore appuyée par le bon "French doctor" Kouchner qui, en spécialiste reconnu de la misère du monde, déclarait à son tour doctement "*Tant que les problèmes politiques du peuple kurde ne sont pas réglés, nous devons, nous les Européens, continuer à faire la différence entre les réfugiés politiques -et c'est peut-être leur cas- et les migrants économiques qui ne risquent, en rentrant chez eux, que de reprendre leur vie misérable*", avant de renvoyer à une "*mondialisation de la réponse qui viendra autant de ceux qui ont été à Davos que de ceux qui ont été à Porto Alegre*".

Période électorale oblige, la droite, une fois n'est pas coutume, en a profité pour essayer de "doubler" le PS sur le terrain de l'humanitarisme, Devedjian appelant à "*accueillir naturellement ces réfugiés qui ont été rejetés par les pays où ils vivent*" et Seguin, ajoutant à son tour "*nous n'allons pas nous mettre au niveau des négriers en renvoyant tout ce petit monde à Saddam Hussein*".

Pour ne pas être en reste -et pour des motifs bien entendu tout aussi intéressés que les susdits- le gouvernement s'est du coup senti obligé de faire machine arrière. Cela l'aurait fichu trop mal à quelques semaines des élections de renvoyer directement, ne serait-ce qu'une partie des familles, en Irak. Alors on a décidé d'ouvrir les grilles de la zone d'attente de Frejus et d'envoyer les réfugiés, munis d'un sauf-conduit de huit jours, tenter individuellement leur chance dans la longue procédure de "demande d'asile politique".

L'exploitation des réfugiés à des fins électorales, voilà qui est déjà pas mal dans le domaine du cynisme. Mais ce n'est pas tout. Car le droit qui leur a été royalement accordé d'aller déposer "librement" une demande d'asile est tout aussi cynique. Chacun d'eux va pouvoir faire l'expérience de ce que veut dire l'hypocrite règle de la fameuse "convention de Genève" dont se réclame la prétendue "terre d'asile" qu'est la France. Celle-ci exige qu'on n'octroie pas d'asile aux membres de groupes de réfugiés tant que chacun n'apporte pas la preuve :

- qu'il n'est pas un "réfugié économique", autrement dit que ce n'est pas la misère qu'il fuyait ;
- qu'il a eu personnellement à souffrir d'une oppression ou d'une persécution (autre que "économique", évidemment !).

La différence, sur le fond, entre ce geste "généreux" et le discours du premier jour est donc bien mince : il n'est pas question de donner à ces près de mille réfugiés la possibilité de s'installer en France. Les mieux lotis, auront peut-être un jour les fameux papiers de "réfugiés politiques". Les autres sont condamnés à rester dans l'illégalité, sans statut ni possibilité de travailler décemment. Il leur restera à choisir entre se terrer pour échapper aux contrôles policiers et à la menace permanente d'expulsion, ou tenter à nouveau leur chance pour se glisser dans d'autres pays d'Europe en confiant à nouveau leur sort aux filières clandestines de passeurs.

Quant aux justifications qui consistent à marquer du sceau de l'infamie ceux qui ne sont que de vulgaires "réfugiés économiques", elles sont vraiment à vomir. D'abord, dans le cas de l'Irak, elles font semblant d'ignorer que ce que fuient principalement les boat people, c'est la misère effroyable qui règne dans toutes les régions de ce pays, qu'ils s'agisse aussi bien de la région kurdophone du nord que de celle de Bagdad, misère dont les conséquences de la guerre du Golfe puis l'embargo imposé à l'Irak depuis dix ans sont les premières responsables. On nous dira que, justement, la France s'oppose depuis quelques années à la poursuite de cet embargo (pour le très bon motif des

(SUITE PAGE 6)

Les ouvriers n'ont rien à gagner dans les élections

Les échéances électorales ont toujours été l'occasion pour la bourgeoisie de déchaîner des campagnes médiatiques contre la classe ouvrière. Ainsi, les prochaines Municipales lui offrent aujourd'hui une nouvelle opportunité pour détourner les prolétaires de leurs véritables préoccupations et du seul terrain sur lequel ils peuvent réellement et efficacement faire entendre leur voix et défendre leurs intérêts en tant que classe exploitée : celui de la lutte contre les attaques économiques, contre la dégradation inexorables de leurs conditions de vie.

Alors que ces attaques économiques ne cessent de s'amplifier (allongement de l'âge de la retraite, généralisation des 35 heures dans la Fonction publique, licenciements, etc.), le barouf orchestré autour des Municipales vise en premier lieu à amuser la galerie : le cirque électoral n'est rien d'autre qu'une énième campagne de diversion, un rideau de fumée visant à tenter de faire oublier aux ouvriers l'aggravation de la misère et de leurs conditions d'exploitation.

Ainsi, à écouter la bourgeoisie, les élections municipales ne seraient pas des élections comme les autres.

D'abord, nous dit-on, élire son maire, c'est élire celui qui décidera de la réfection de son trottoir ou du prix des centres aérés de ses enfants. Celui qui fera vivre les quartiers, animera la ville, créera même de l'emploi. C'est donc forcément un homme de "proximité", un représentant direct de la population, qui prendra des décisions à l'impact direct sur notre quotidien.

Par-delà l'esprit de clocher consistant à défendre la "qualité de la vie" dans "sa" municipalité, vient cette année se greffer le grand thème de la sécurité, qui a le double avantage de mobiliser l'opinion autour d'un sujet quotidien préoccupant et de redonner un peu de crédit à la droite. Le résultat recherché est évident : si la droite est renforcée, les batailles électorales retrouvent, dans bien des endroits, un peu plus d'intérêt.

Mais ce qui fait des Municipales de 2001 des élections censées mobiliser davantage que les précédentes, ce sont surtout les duels au sommet. Au lieu d'un grand suspense comme pour les présidentielles, on a droit dans les médias à plusieurs affrontements à l'issue incertaine, mettant en jeu des figures médiatiques.

Bien sûr, la bourgeoisie n'a fondamentalement pas de préférence pour ces élections plutôt que pour d'autres. Les arguments qu'elle avance sont purement conjoncturels et n'ont qu'un seul but : convaincre une majorité d'ouvriers que le bureau de vote représente un lieu de revendication efficace, un lieu où en tant que "citoyen" de telle ou telle commune, ils peuvent participer très démocratiquement à améliorer leurs conditions de vie, par exemple en bénéficiant "d'espaces verts" ou d'une "crèche municipale" pour leurs enfants.

Plus généralement, chaque fois qu'elle invite les ouvriers à voter, l'objectif premier de la bourgeoisie est d'amener la classe ouvrière derrière la défense de ses institutions démocratiques.

La bourgeoisie n'a pas meilleur moyen pour imposer sa domination sur la société que le mythe de sa démocratie. C'est sa meilleure forme de dictature. Par ce moyen, elle distille l'illusion que les ouvriers peuvent y défendre efficacement leurs intérêts, faire entendre leur voix, et tout particulièrement à travers le symbole même de cette démocratie : le bulletin de vote. Parallèlement, les campagnes contre l'abstention cherchent à rabattre le prolétariat derrière la nécessité de défendre ce "bien précieux et fragile" qu'est censée être la démocratie.

Toute la bourgeoisie est unanime quand il s'agit d'entraîner les ouvriers dans le piège électoral. Toute la bourgeoisie, c'est-à-dire aussi les gauchistes de "Lutte Ouvrière" (LO), qui bien que critiquant les élections en renvoyant dos-à-dos la gauche et la droite, appellent dans le même temps les ouvriers à venir en masse apporter leur voix à leurs listes. Tout en cherchant à gagner sa part du gâteau, LO apporte ainsi avant tout une importante caution radicale à la mystification électorale.

Finalement, à quoi servent les élections, qu'elles soient locales, régionales, nationales ou européennes ? Non pas à mobiliser les ouvriers dans la défense de leurs intérêts, mais au contraire à les démobiliser, à les éloigner au maximum du seul et unique terrain sur lequel ils peuvent réellement se défendre contre les attaques capitalistes : celui de la lutte de classe, dans les grèves, les assemblées générales, les manifestations. Les élections sont des machines à transformer la classe ouvrière, à dissoudre et briser son unité de classe, en une multitude d'individus "citoyens", atomisés et de ce fait rendus impuissants par la négation absolue de leur force collective dans les isoloirs.

Ce n'est certainement pas en allant aux urnes que les ouvriers montreront leur force, mais en s'affirmant comme classe unie, en développant leurs luttes contre la classe bourgeoise et tous ses gestionnaires de droite comme de gauche. C'est pour cela que depuis le début du 20e siècle, le slogan des vrais révolutionnaires a toujours été : "Prolétaires, ne votez pas, luttez !"

H (24 février 2001)

Elf : un instrument de l'impérialisme français

Depuis l'an dernier et le début de 2001, le feuilleton de l'affaire Elf initié en 1994 a pris une tournure particulièrement spectaculaire avec le procès Dumas et l'épisode rocambolesque Sirven, parallèlement à la dénonciation du scandale de la vente d'armes illicite à l'Angola, qui a donné lieu à l'incarcération provisoire d'un fils Mitterrand. Concernant Elf, cette mise en scène juridico-policière à grand spectacle a avant tout pour but de détourner l'attention du fait qu'Elf a toujours joué le rôle d'un instrument essentiel au service des intérêts et de la politique impérialiste de l'Etat français, notamment en Afrique.

En effet, le grand scandale soulevé autour de l'affaire Elf a été la "découverte" qu'une entreprise censée exploiter du pétrole s'occupait de bien d'autres choses que de ce qui constituait sa raison d'être officielle. Et on fait porter le chapeau d'une part au dirigeant n° 1 de cette entreprise en le faisant passer pour un simple aventurier manipulateur, d'autre part à des hommes politiques corrompus, fussent-ils anciens ministres et président du Conseil constitutionnel, comme Roland Dumas. En faisant sauter des fusibles d'un tel calibre, l'Etat français peut jouer la carte d'une opération "d'assainissement" et se dédouaner de sa fonction de véritable commanditaire d'opérations douteuses visant toutes à asseoir ou renforcer son influence economico-stratégique dans le monde.

Créé en 1965, le groupe pétrolier français Elf Aquitaine va s'installer au Gabon, où il a "arrosé" royalement le président Omar Bongo, lui assurant notamment la protection militaire de la France par l'intermédiaire du premier directeur d' Elf, Guillaumat, fondateur de la Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS) et futur ministre des Armées de De Gaulle. La suite de l'histoire d'Elf et de ses dirigeants ultérieurs directement membres du Service de documentation et de contre-espionnage (Sdece), en lien avec le fameux Jacques Foccart, conseiller africain de l'Elysée des années 60 à 70, viendra confirmer et renforcer ce rôle central d'Elf dans la politique impérialiste de la France en Afrique. L'arrivée au pouvoir de la gauche ne fera qu'accentuer encore cette situation. Nationalisée ou privatisée comme aujourd'hui, cette entreprise a été et demeure encore fondamentalement le centre d'un réseau d'influences pour les intérêts militaro-stratégiques du capital national. Placée sous le contrôle de l'Etat français, elle en constitue une ramification, au-delà des frasques de ses dirigeants et de la marge d'autonomie forcément laissée à ses intérêts propres dans le cadre de la concurrence capitaliste.

Il en est de même avec les ventes d'armes. Tout ce qui ne pouvait entrer dans le cadre de relations commerciales avouables dans le cadre diplomatique d'Etat à Etat à une époque comme l'encouragement à des fractions bourgeoises rebelles (et c'était par exemple le cas avec l'Unita en Angola) s'effectuait sous le manteau et devenait un trafic d'armes illicite. Et, à ce niveau, la France ne s'est jamais privée de jouer hypocritement et cyniquement sur les deux tableaux, les ventes "officielles" et "officieuses", "licites" et "illicites", et continuera à le faire demain, quitte à charger après coup ses démarcheurs et les faire condamner, comme Falcone et le fils Mitterrand. Cependant, les ventes d'armes continuent de plus belle et sont plus florissantes que jamais. Car tout en montrant du doigt ces affreux marchands de mort assoiffés d'argent, la bourgeoisie française n'a pas chômé et a atteint des records (45 milliards de francs à l'exportation en 2000, c'est-à-dire en hausse de 48% par rapport à l'année précédente).

Mais un autre facteur a joué un rôle important en faveur de l'éclatement des scandales actuels. Pour assurer le contrôle de ses zones d'influence en Afrique, la France s'est appuyée pleinement depuis les années 1960 jusque dans les années 1990 sur des réseaux hérités de la période gaulienne mêlant étroitement espionnage, police secrète et pratiques mafieuses et ayant acquis un pouvoir considérable pour faire et défaire les régimes africains à l'intérieur de son pré-carré. A l'heure où la France est contrainte de remanier sérieusement son dispositif stratégico-militaire en Afrique pour conserver ses zones d'influence menacées et en acquérir d'autres, ces réseaux correspondant à une période révolue de contrats de protection et d'assistance militaire directe et massive (interventions de l'armée française au Tchad, en Centrafrique,...) constituent souvent une entrave à l'efficacité de l'exécutif français dans le cadre de sa politique impérialiste. D'autant plus que, dans le cadre de la cohabitation actuelle en France, ils nuisent à l'homogénéité de la politique française car ils restent profondément liés à des prérogatives élyséennes. La tendance à leur démantèlement et leur résistance sont donc aujoud'hui l'enjeu d'un lutte d'influence à l'intérieur de l'appareil d'Etat français.

Toute cette publicité sert, en définitive, à permettre à l'Etat de s'adapter sur le front impérialiste et d'effectuer en même temps un ravalement de façade.

KW

"PACTE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE" EN ALLEMAGNE

L'antifascisme au service du renforcement de l'Etat

Depuis l'été dernier, politiciens, médias, appareils syndicaux, capitaines d'industrie, en fait la superstructure toute entière de la bourgeoisie allemande, se trouve dans le plus grand état d'excitation. Après avoir plus ou moins ignoré pendant des années les gesticulations des gangs de hooligans néo-nazis, la classe politique en Allemagne, appuyée par les médias, a concentré son attention sur leurs activités avec tant d'énergie et de ferveur qu'on se croirait à la veille d'un coup d'Etat fasciste. Le Bottin mondain de toutes les figures bien connues du public s'est joint à la chasse. Les syndicats patronaux donnent pour consigne à leurs membres de licencier sur le champ leurs employés appartenant à des organisations d'extrême-droite, tandis que les banques ferment les comptes financiers de ces mêmes organisations. Le CSU, parti de la droite conservatrice, réclame la mise hors-la-loi du parti extrémiste NPD. Les politiciens du gouvernement invoquent le "*courage civique de chacun de nous*" et appellent à une "*insurrection du peuple honnête" contre la xénophobie et l'extrémisme de droite"*. Les médias, pour leur part, attisent les braises de l'hystérie générale avec des comptes rendus incessants sur des profanations de cimetières juifs, présentés comme autant d'attaques contre "la communauté démocratique".

Qu'y a-t-il derrière toute cette campagne. Est-ce que vraiment le fascisme est à nos portes ?

Derrière le prétexte des néo-nazis, des mesures qui visent en réalité la classe ouvrière

On peut répondre assez rapidement à la seconde question. L'avènement de Hitler et du nazisme correspondait pleinement aux intérêts et aux besoins du capital allemand à l'époque. Ce n'est certes pas le cas de l'extrême-droite actuelle dont le radicalisme n'est qu'une caricature ridicule de Hitler. Son credo politique -faire sortir l'Allemagne de l'Union européenne, "l'Allemagne aux Allemands"- contredit complètement les intérêts de la bourgeoisie allemande. Ses violents efforts pour transformer l'Allemagne en "zone interdite aux étrangers" ne convient pas le moins du monde au capital allemand. Face à l'aggravation dramatique de la concurrence internationale, ce dernier est déterminé -et parfaitement capable- de faire la différence entre les "bons" étrangers, tels que les informaticiens indiens hautement qualifiés et les "mauvais étrangers", du genre de tous "*ces refugiés africains vendeurs de drogue*". Ce n'est pas par hasard si les leaders de l'économie sont à l'avant-garde du "pacte contre l'extrême-droite".

Non, cette racaille rétrograde ne représente pas le moindre danger pour la superbe démocratie allemande d'aujourd'hui. Ceux qui ont à craindre pour leur vie dans certaines parties de l'Allemagne lui sont étrangers, qu'ils soient travailleurs immigrés, réfugiés ou sans abri. L'agitation xénophobe a laissé parmi eux une centaine de morts et un grand nombre de personnes blessées et violées au cours des dix dernières années.

Mais si les institutions "démocratiques" allemandes font mine aujourd'hui de prendre en mains la lutte contre la xénophobie et l'extrême-droite, ce n'est pas tellement le bien-être de cette population qui les motive. La politique d'extradition brutale qu'elles appliquent aux réfugiés, l'encouragement des préjugés racistes par les médias et la paupérisation croissante de la classe ouvrière immigrée parlent d'eux-mêmes. Cet Etat n'a pas soudain fait une petite place dans son coeur pour ces "concitoyens de l'étranger", il a plutôt repéré là une bonne occasion de tirer le meilleur parti de l'idéologie antifasciste.

C'est ainsi que le ministre de l'intérieur Schily (SPD) a offert aux gouvernements des Länder (provinces allemandes) les services de maintien de l'ordre de sa "police des frontières". Des tribunaux de flagrants délits doivent être introduits et leurs compétences étendues au traitement de la délinquance juvénile. Internet est soumis à une censure d'Etat plus étroite. De plus en plus, les jeunes délinquants deviennent la cible privilégiée de la police secrète et des procureurs.

Est-on en train de faire une montagne d'une taupinière ? Pas le moins du monde. Ce ne sont pas les épouvantails néo-nazis qui sont les véritables cibles de cette campagne orchestrée par l'Etat, mais la classe ouvrière. Ce n'est pas la protection de ses semblables de l'étranger contre la violence xénophobe qui motive la fébrile activité du gouvernement rouge-vert (la coalition des sociaux-démocrates et des écologistes), mais le renforcement du monopole de la violence par l'Etat. Les skinheads ne sont que d'utiles comparses pour l'Etat "démocratique". Leur violence absurde fournit un parfait prétexte pour justifier l'armement de l'Etat et le renforcement de son appareil de répression en vue d'une seule chose : les conflits à venir avec le seul ennemi qui puisse jamais être de taille à s'opposer à lui, la classe ouvrière.

En passant, le spectacle actuel n'a rien d'original, ce n'est qu'une répétition d'une méthode bien connue de la bourgeoisie. On présente un ennemi intérieur ou extérieur, on excite l'hystérie de masse et les appels à un "Etat fort" en découlent "naturellement". C'est ce qui s'est passé dans les années 70, lorsqu'après plusieurs attentats terroristes de la RAF (Fraction Armée Rouge), l'appareil judiciaire et policier fut massivement musclé sous les auspices de la coalition social-démocrate-libérale. Et c'est ce qui se passe à nouveau aujourd'hui.

L'antifascisme : nouvelle idéologie d'Etat de la bourgeoisie allemande

Depuis la fondation des deux Etats allemands en 1949, "l'anti-communisme" était le véritable cri de guerre de la RFA -et de tout le bloc occidental derrière les Etats-Unis- contre son rival impérialiste de l'Est. De plus, l'existence de la RDA stalinienne donnait à la bourgeoisie de l'Ouest l'opportunité de mobiliser de larges parties de la classe ouvrière contre ce qui représente son but historique, le communisme. De son côté, la RDA stalinienne ne s'est pas privée d'exploiter la continuité, relativement évidente, entre la bourgeoisie ouest-allemande et le régime nazi. Ses révélations sur l'implication dans le Troisième Reich de politiciens de RFA en vue, ont mis régulièrement la bourgeoisie ouest-allemande dans l'embarras. A l'Ouest, l'utilisation idéologique de l'antifascisme par la classe dominante (avec le mythe de la "*responsabilité collective de la nation allemande dans les crimes d'Auschwitz*") a tout de même servi - particulièrement à partir de la reprise historique des combats de classe après 1968- à empêcher le prolétariat de rompre avec la bourgeoisie et de se réapproprier sa propre histoire révolutionnaire. De fait, cette nouvelle forme, spécifiquement ouest-allemande, d'identité nationale (la disgrâce "d'être allemand") a été particulièrement efficace pour assurer un développement plus lent et plus tortueux de la Gauche communiste au cours des années 70 et 80 que cela n'a été le cas dans d'autres pays d'Europe occidentale.

La chute du mur de Berlin et la disparition de la RDA ont modifié la donne. L'antifascisme pouvait venir prendre la place de "l'anti-communisme" comme principale doctrine idéologique de l'Allemagne réunifiée. Il aura cependant fallu attendre la venue du gouvernement rouge-vert pour que ce tournant puisse être mené à son terme. Le changement de gouvernement a alors coïncidé avec un changement de génération dans le personnel politique allemand. La vieille génération de la guerre et de l'après-guerre s'est retirée en même temps que le régime de Kohl. Avec Schröder et Fischer, est arrivée une génération dont la trajectoire politique n'avait plus été façonnée par "l'anti-communisme" de l'après-guerre, mais par l'idéologie anti-fasciste et anti-impérialisme-américain des révoltes étudiantes de 68.

De plus, il est évident que l'aile gauche de la bourgeoisie est, en elle-même, mieux adaptée pour instrumentaliser l'antifascisme dans l'intérêt de la bourgeoisie et contre la lutte de la classe ouvrière. Déjà la guerre du Kosovo a révélé à quel point le gouvernement Schroeder est adapté à cette tâche. Nous avons vu alors le ministre de la défense Scharping verser des larmes de crocodile sur "l'holocauste" dont étaient victimes les Albanais du Kosovo. Et le ministre des affaires étrangères Fischer adopter le même ton pour justifier l'intervention de troupes allemandes avec ces mots "*Plus jamais Auschwitz*". En d'autres termes, les rouges-verts savent très bien s'y prendre pour donner un visage humain au réveil des appétits impérialistes de l'Allemagne quand il s'agit d'augmenter son influence dans le monde.

Et pendant que l'antifascisme vis-à-vis de l'extérieur sert de justification à la guerre impérialiste, la campagne antifasciste et antiraciste de l'intérieur, outre le renforcement de l'Etat mentionné plus haut, vise encore un autre but. L'insistance à propos des agressions contre les étrangers qui pourraient "salir la réputation" de l'Allemagne dans le monde, les mises en garde sur les activités des néonazis qui pourraient effrayer les investisseurs étrangers et empêcher la création de nouveaux emplois, sont autant d'occasions pour la gauche de la bourgeoisie d'empoisonner la classe ouvrière avec son nationalisme teinté de rose et pour l'empêcher de prendre conscience de la véritable nature de la démocratie bourgeoise.

Contre le fascisme *et* la démocratie bourgeoise.

Cette orchestration ouverte de l'antifascisme par l'Etat vient confirmer pleinement la position de la Gauche communiste de dénonciation de toute défense de la démocratie bourgeoise au nom de l'antifascisme ; position qui fut défendue, dans les années 20, par le KAPD en Allemagne et le parti communiste d'Italie d'Amadeo Bordiga et dans les années 30 par les camarades de Bilan -publication de la Gauche communiste italienne-. Aujourd'hui comme hier, le seul bénéficiaire de l'antifascisme est la bourgeoisie et non pas la classe ouvrière.

(SUITE PAGE 5)

SEISMES MEURTRIERS AU SALVADOR ET EN INDE

Le capitalisme, vrai responsable du carnage

A quelques semaines d'intervalle, ce sont plusieurs tremblements de terre qui ont successivement touché le Salvador, l'Inde puis le Salvador à nouveau. Les catastrophes "naturelles" en tous genre, étrangement, tendent à devenir de plus en plus meurtrières dans ce système.

D'abord le séisme du 13 janvier au Salvador, faisant aux alentours d'un millier de morts, s'est caractérisé essentiellement par l'ensevelissement d'habitations précaires suite à plusieurs glissements de terrain. Ce qui fut notamment le cas dans la ville de Santa Tecla où une colline s'est écroulée sur 500 maisons. Un mois plus tard, le 13 février, un nouveau séisme se produisait cette fois dans le centre du pays et se soldait par plus de 300 morts, 2500 blessés et des centaines de disparus supplémentaires, détruisant à 50% la ville de San Vicente.

Le 26 janvier avec le tremblement de terre en Inde, concentré à l'ouest de l'Etat du Gujarat, la catastrophe atteignait les confins de l'horreur avec un bilan officiel, pour ce seul Etat, de 30 000 morts. Là, ce sont des villes entières qui ont été réduites en poussière comme à Bhuj où 90% de la vieille ville a été détruite.

Devant ces images apocalyptiques, la bourgeoisie ne nous a évidemment pas épargné ses explications fumeuses et obscènes dont l'objectif principal était de dédouaner le capitalisme de toute forme de responsabilité.

La première, la plus classique et la plus usée, consiste à invoquer la fatalité, l'acharnement du sort sur des populations décimées par des fléaux divers et variés, bref les fameux "caprices de la Nature". Et en effet quoi de plus naturel qu'un séisme, une inondation ou un cyclone. Même si aujourd'hui on peut douter sérieusement d'une telle affirmation (notamment quand il s'agit de phénomènes climatiques), une chose est sûre, c'est que les conséquences ne sont nullement imprévisibles lorsque l'on construit consciemment des maisons de fortune dans des zones à risques. Cependant, la bourgeoisie a soutenu, dans le cas indien, que la science était "*impuissante*" à prévoir quoi que ce soit "*dans une région a priori peu sismique*", (titre de *Libération* du 29 janvier). Il s'agit là d'un mensonge éhonté puisque la faille du "Rann de Kutch" traversant la région est connue depuis 1819 ! De plus, une loi fédérale de 1993 classe cette région en zone 3 (il y en a 5) d'après son exposition à des risques sismiques. C'est pourquoi le scénario de la catastrophe imprévisible ne tient pas. D'ailleurs, cette hypothèse était tout à fait exclue avec le Salvador qui subit chaque année plusieurs milliers de séismes, de faible magnitude pour la plupart.

Cependant, la bourgeoisie a une marge de manoeuvre de plus en plus réduite devant l'évidence : sa responsabilité directe. Et c'est là une donnée nouvelle que l'on avait déjà pu constater avec le tremblement de terre de 1999 en Turquie. C'est ainsi que nous trouvons désormais sur le banc des accusés, non plus seulement la traditionnelle Dame Nature mais aussi les autorités locales et surtout les promoteurs.

Si le séisme indien a fait tant de victimes c'est à cause, nous dit-on dans *Le Monde* du 31 janvier, de *"la lenteur des autorités administratives à donner leur feu vert pour une aide internationale"*. Autrement dit, si les immeubles s'effondrent sur nos têtes, ce n'est pas bien grave pourvu que les secours soient rapides et compétents. Mais cette explication absurde n'a pas permis d'éviter la question que tout le monde se pose : pourquoi ces immeubles s'écroulent-ils ? Comment se fait-il que des constructions récentes soient balayées aussi facilement et que des villes entières soient engloutis sous les gravats ?

La bourgeoisie poussée dans ses derniers retranchements s'est alors trouvée un bouc émissaire qui a déjà fait ses preuves en Turquie : le promoteur véreux. Dans *Libération* du 2 février, on nous explique que "*matériaux inadéquats, économies de bouts de chandelles et recherches de profits seraient ainsi en grande partie responsable de la catastrophe indienne "*. Ce qui est en grande partie exact, sauf que cette recherche effrénée de profits nous est présentée comme une caractéristique propre à une catégorie particulière de promoteurs, présentés comme des monstres sans scrupules faisant "*peu de cas de la vie humaine"*, selon Oscar Ortiz, maire de Santa Tecla. En bref de véritables ordures, de vrais méchants en cavale que les municipalités, comme celle d'Ahmedabad en Inde, se sont jurées de rattraper et de punir. En conclusion, avec une bonne législation sur les normes de construction et un Etat capable de les faire respecter, les carnages du Gujarat ou de Santa Tecla ne seront plus que de mauvais souvenirs.

Voilà comment la bourgeoisie se blanchit de ses crimes. Pourtant c'est bel et bien son système qui est en cause car la course aux profits qui motive les fameux promoteurs n'est rien d'autre que la loi qui régit l'ensemble des rapports capitalistes de production. Ce qui pousse ces " promoteurs maudits " à faire des économies, par exemple sur le ciment en le coupant avec du sable, c'est encore la loi de la concurrence. L'économie de bouts de chandelles est devenue aujourd'hui une règle incontournable du capitalisme décadent pour qui souhaite être compétitif et faire face à une concurrence exacerbée.

Face à tout cela, la seule chose que peut faire la bourgeoisie, à l'image du Président du Salvador, c'est de préparer nos cercueils. Et la seule réponse que peut apporter le prolétariat pour sauver l'humanité de ce chaos grandissant, c'est de préparer le cercueil du capitalisme.

K.

Les défenseurs du capitalisme se retrouvent aussi à Porto Alegre

Après Seattle, Prague et Nice, nous avons déjà largement dénoncé dans notre presse (1) le piège des manifestations anti-mondialistes. Le premier "forum social mondial" de Porto Alegre qui s'est tenu au Brésil du 25 au 30 janvier a été présenté comme une nouvelle étape de ce type de rassemblements. Mais pour la première fois, ceux qui prétendent occuper le terrain d'un anti-capitalisme radical ont montré le plus crûment leur vrai visage, celui du réformisme le plus classique et le plus vulgaire. Porto Alegre a en effet tout pour dissiper les illusions de ceux qui voyaient encore dans ce genre de "lutte" des ferments de lutte anticapitaliste et des potentialités révolutionnaires.

Ce nouveau rendez-vous contestataire rassemblait plus de 12 000 participants représentant près d'un millier d'organisations les plus diverses et 120 pays face au sommet économique de Davos qui se tenait au même moment en Suisse. Mais la publicité médiatique faite autour de ce "forum social" n'a pas seulement été liée à une nouvelle contestation folklorique, carnavalesque et hétéroclite.

"Alternative au capitalisme" ou entreprise idéologique bourgeoise ?

On nous a présenté Porto Alegre et Davos comme étant directement opposés en racontant que Porto Alegre était un contrepoids par rapport à Davos. On nous a dit que l'un était un sommet économique des gouvernants et des plus grands patrons capitalistes de la planète, l'autre un forum social ouvert et démocratique. On nous a raconté que l'un n'était qu'un cénacle non représentatif, sinon de l'élite du monde, "du pognon" et des décideurs, alors que l'autre était l'expression d'un "nouveau mouvement social" représentant l'ensemble des citoyens du monde.

En réalité, quels ont été les animateurs de Porto Alegre censés être représentatifs de ce "nouveau mouvement social" ? Une majorité foisonnante de représentants des ONG à couverture "humanitaire" qui se font les meilleurs porte-paroles des "citoyens" de la "société civile", des syndicalistes bon teint, surtout paysans de la même mouvance que la Confédération paysanne de José Bové et des "personnalités" politiques des partis de gauche comme Chevènement (1) ou "Lula" (2). Ce qui s'est traduit aussi par la participation officielle de deux secrétaires d'Etat du gouvernement Jospin. On avait là en fait une belle brochette de partis de gouvernement, de vieux routiers du syndicalisme et de représentants de la social-démocratie la plus classique.

On a aussi clamé bien fort qu'à Porto Alegre, face aux effets destructeurs de la mondialisation, à la dictature des marchés, de la pensée unique et aux abus de la dictature libérale, ont été posées les bases majeures de la construction d'une alternative politique et d'un véritable contre-pouvoir planétaire des "citoyens".

Cependant, même un sociologue bourgeois patenté nommé Guy Groux interrogé sur ce "forum social" a dû le reconnaître dans une interview parue dans *Libération* du 26 janvier avec une certaine pertinence : "*Les mouvements sociaux d'aujourd'hui ont l'apparence de la radicalité, mais au fond leur position ne l'est pas. Ce qu'ils veulent, c'est davantage de régulation. Ils ne demandent pas la mise à mort d'un modèle, mais son amendement. (...) Nous sommes passés d'un modèle d'utopie qui voulait changer la société à une pratique réaliste, qui ne prétend pas à une nouvelle société. C'est un réformisme radical .*" C'est là le fond de la question car avec la mise en avant d'une fausse opposition entre libéralisme et régulation du marché mondial, les partisans réformistes de Porto Alegre tentent de faire croire que les inégalités sociales proviennent d'un manque de réglementation juridique pour encadrer la concurrence capitaliste. Ainsi une plus grande intervention législative des Etats serait au service du prolétariat et des exploités alors que cette régulation est bel et bien omniprésente et c'est même la raison d'être des organismes internationaux comme l'OMC ou les banques centrales, produits de la coopération entre Etats qui sont justement la cible favorite des antilibéraux. En fait, leur grande entreprise, derrière l'image anticapitaliste qu'ils cherchent à se donner, c'est uniquement de redorer le blason du réformisme et des partis sociaux-démocrates qui sont largement mouillés là dedans.

Le président d'Attac, Bernard Cassen, écrivait dans *Le Monde Diplomatique* de janvier 2001 : "*Il appartiendra ensuite (après Porto Alegre) aux différents mouvements, syndicats et élus de décliner, pays par pays, et en fonction des rapports de forces locaux, la traduction de ces premières alternatives globales. C'est donc bien un nouvel internationalisme qui se met en place.*"

Cette référence à l'internationalisme largement reprise par les médias et les participants à Porto Alegre qui parlent de la construction d'une "Internationale des citoyens du monde" signifie que la bourgeoisie ne peut plus se contenter aujourd'hui d'enfermer la population en général et les prolétaires en particulier avec l'idéologie de la seule défense du capital national. Elle a besoin d'occuper le terrain social avec un réformisme plus radical et un langage internationaliste parce qu'elle sait bien que c'est de cette voie de l'internationalisme que vient le danger de remise en cause de son système d'exploitation. Voilà pourquoi elle prétend construire une "nouvelle Internationale" social-démocrate gauchisante. Mais ce leurre édifié au nom du peuple, de la démocratie et des droits des citoyens à l'échelle de la planète ne peut pas revendiquer autre chose que le programme politique d'une révolution bourgeoise déjà réalisée depuis plus de deux siècles. C'est parce que cette idéologie "citoyenne" est précisément indissociable de la domination du capitalisme, que prétendre s'opposer au capitalisme par la citoyenneté est un complet non-sens. C'est une impasse pour les prolétaires et les exploités.

En fait d'alternative politique radicale, ce n'est pas pour rien que le gouvernement français avait un pied à Davos et l'autre à Porto Alegre et que Fabius déclarait depuis la Suisse : "*Je suis frappé par le malentendu. J'entends des contestataires dire qu'à Davos, nous ne serions pas légitimes et représentatifs. Tout cela est de la caricature. La globalisation et les efforts nationaux vont dans le même sens*" (*Le Monde* du 31 janvier) tandis qu'un représentant d'une ONG à Porto Alegre assurait de son côté : "*Le ministre Laurent Fabius et moi-même parlons d'une même voix ... On peut dire oui aux bénéfices de l'échange et de l'ouverture commerciale mais en donnant à la mondialisation des règles*" (*Ibid.*). Cette même voix dont ils parlent, c'est celle de la bourgeoisie.

"Nouveau laboratoire social" ou poursuite de l'exploitation capitaliste ?

On nous a aussi et surtout présenté Porto Alegre comme un "véritable laboratoire" contre les inégalités sociales engendrées par les excès du capitalisme. Ce modèle a été vanté avec un zèle extasié par un Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* dans son éditorial de janvier dernier : "*Pourquoi précisément là ? Parce que Porto Alegre est devenue depuis quelques années, une cité emblématique (...) une sorte de laboratoire social que des observateurs internationaux regardent avec une certaine fascination. Gouvernée de manière originale, depuis douze ans , par une coalition de gauche conduite par le Parti des Travailleurs (PT), cette ville a connu dans maints domaines (...) un développement spectaculaire. Le secret de cette réussite ? Le budget participatif, soit la possibilité pour les habitants des différents quartiers de définir très concrètement et très démocratiquement l'affectation des fonds municipaux.(...) Aucun détournement de fonds, aucun abus n'est ainsi possible, et les investissements correspondent exactement aux souhaits majoritaires de la population des quartiers.*" Les habitants peuvent ainsi décider des priorités des investissements à réaliser par la municipalité et même suivre l'évolution des chantiers votés. Merveilleux, n'est-ce pas ? Sauf que cette "démocratie participative" n'est qu'une resucée des mystifications autogestionnaires dont les ouvriers ont rapidement fait l'expérience, aussi bien sous le régime de Tito dans l'ex-Yougoslavie qu'en Europe occidentale dans les luttes proposées un temps pour modèle dans les années 1973/74 (comme Lip en France) "pour sauver leur entreprise", que la seule gestion qu'ils avaient, c'était gérer leur propre exploitation. A Porto Alegre cela revient à une gestion de la misère et de la pénurie. La fixation de l'enveloppe budgétaire des crédits d'investissements (les seuls qui soient

(SUITE PAGE 6)

(1) Rappelons simplement les liens entre le SPD et la *Loge de Thulé*, société secrète qui fut le précurseur du parti nazi NSDAP, durant la révolution allemande entre 1918 et 1923.

L'ANTIFASCISME AU SERVICE DE L'ETAT

(SUITE DE LA PAGE 4)

Combattre la barbarie fasciste sur la base d'un front interclassiste antifasciste, ce serait vouloir combattre le feu avec un lance-flammes. C'est la démocratie bourgeoise seule qui rend le fascisme possible, à la fois pratiquement (puisque c'est elle qui historiquement créa le fascisme de ses propres mains(1)) et par principe : car c'est seulement la démocratie bourgeoise et la gauche du capital qui sont capables d'abattre une classe ouvrière non défaite. En brisant la vague révolutionnaire de 1917-23, notamment en Allemagne, la démocratie bourgeoise a permis la préservation du régime d'exploitation et de concurrence capitaliste et, avec lui, les conditions matérielles pour l'apparition des expressions les plus barbares de la décadence capitaliste.

Il n'y a qu'un moyen d'abattre une fois pour toutes le fascisme et toutes les autres monstruosités inhumaines produites par le capitalisme, c'est la destruction du système d'exploitation capitaliste dans son ensemble. Pour y parvenir, la classe ouvrière doit se libérer de l'étreinte des "démocrates" antifascistes qui tentent de toutes leurs forces de l'entraîner sur un terrain bourgeois ; elle doit se placer sur son propre terrain de classe, en reconnaissant dans le fascisme et dans la démocratie le même ennemi à combattre et en luttant pour ses propres objectifs de classe.

(d'après *Welt Revolution*)

CRISE ECONOMIQUE

Tout va bien ?

Ce mois-ci encore, dans la rubrique "Tout va bien ?" :

"*Le moral des ménages n'a jamais été aussi haut depuis 1987*", selon l'INSEE , "*baisse record du chômage en 2000 en France*" (*Libération* du 01/02)

Et pendant ce temps-là, les licenciements continuent. La liste s'allonge.

Le département du travail aux Etats-Unis a annoncé un taux de chômage de 4,2 % en janvier 2001, niveau le plus haut depuis fin 1999. Les licenciements de masse (portant sur plus de 50 salariés) ont touché 1 840 000 personnes en 2000 (contre 1 570 000 l'année précédente). En janvier, 13 000 employés du secteur de l'Internet ont reçu un avis de licenciement. Au cours des treize derniers mois, 55 000 salariés de 610 compagnies Internet ont perdu leur emploi. Le secteur manufacturier a perdu 65 000 emplois durant le mois de janvier 2001. Les salaires stagnent d'une année sur l'autre depuis 16 ans. Le montant global de l'allocation chômage est au plus bas, au même seuil qu'en 97/98.

Le fabricant de pneus Goodyear a annoncé la suppression de 7 200 emplois, soit près de 7% de ses effectifs, l'équipementier automobile Motorola 4 000, mais un de ses concurrents, Dana, près de 10 000 en fermant 11 de ses usines. D'après les informations de *Business Week* du 01/02, 75 000 licenciements sont annoncés chez General Electric après le rachat de cette firme par Honeywell International sur les 2 années qui viennent (46 000 dès cette année). En 1981, General Electric avait déjà licencié d'un coup 100 000 salariés. Aujourd'hui, un des arguments est que l'accès Internet permet déjà de supprimer 11 000 postes administratifs. Le même refrain est utilisé pour justifier les suppressions de postes en cascade dans la presse écrite américaine. Amazon, n° 1 du commerce électronique (Internet), a annoncé le départ de 1300 salariés (15% des effectifs) à qui elle propose en échange des ...stocks-options. Le n°1 de la téléphonie mobile Nokia a annoncé 800 suppressions d'emplois aux USA. Il est vrai que tout cela concerne l'économie américaine dont tous les économistes reconnaissent maintenant les difficultés.

Mais en Europe et en France, cela irait bien mieux. Ah oui ?

La concurrente en téléphonie mobile de Nokia, l'entreprise suédoise Ericsson, décide carrément de supprimer cette branche d'activités, ce qui se traduit par 600 licenciements tandis que les 4200 salariés restant dans ce secteur sont "transférés" à un de ses sous-traitants, Flextronics. C'est cela, la "flexibilité". Selon le *Financial Times* du 30 janvier, la fusion Vivendi-Universal va se traduire par la suppression de plusieurs milliers d'emplois en Europe et aux Etats-Unis. La faillite du conglomérat Daewoo menace 6884 emplois en Corée du Sud (parmi lesquels 1750 salariés ont déjà reçu leur lettre de licenciement, provoquant une flambée de colère et des affrontements très violents avec la police) mais a occasionné aussi la fermeture d'une usine en Pologne, faisant 1300 chômeurs supplémentaires. En Grande-Bretagne, le secteur des assurances est touché de plein fouet. Le groupe Prudential licencie 2000 personnes (20% de ses effectifs) tandis qu'une filiale britannique de Sun Life Financial of Canada ramène ses effectifs de 2600 à 900, que la BBC a annoncé le 5 février la suppression de 750 emplois qui s'ajoutent aux 250 déjà effectués en 2000. En Allemagne, le nombre de chômeurs a augmenté de 284 300 en un mois en janvier dernier, portant le nombre de chômeurs officiels au-delà de 4 millions dans ce pays. En Belgique, l'opérateur Belgacom (équivalent de France Télécom), financé à 50% par l'Etat, va supprimer 4000 emplois sur un effectif de 19 000 tandis que l'électricien Electrabel a annoncé la suppression de 1700 emplois (sur 15 200) d'ici à 2003. La Poste belge a prévu entre 9 000 et 13 000 suppressions d'emplois dans le cadre de sa privatisation. Quant à la compagnie aérienne de ce pays, la Sabena, elle vient de communiquer un plan prévoyant de 600 à 700 suppressions d'emplois assorti d'une hausse générale de la productivité. La France n'est pas en reste : 2200 ouvriers sont sacrifiés chez Moulinex, 300 salariés perdent leur emploi à la Camif, dans la chaîne coopérative enseignante de magasins, tandis que le fabricant de papier à cigarette Job est mis en liquidation judiciaire, laissant 168 salariés sur le carreau et que la fusion des compagnies aériennes françaises AOM, Air Liberté et Air Littoral va se traduire par 800 suppressions d'emplois, le double de ce qui était initialement annoncé (1). Pas un jour ne se passe sans de nouvelles annonces dans la presse de licenciements collectifs ou de fermetures d'usine.

Décidément, il n'y a que les médias et les économistes au service de la bourgeoisie qui puissent se convaincre qu'on peut faire nager dans l'euphorie grâce à la méthode Coué !

CD (20 février)

(1) Les difficultés des compagnies aériennes prennent des allures de banqueroute dans les Etats dits du tiers-monde : Air Afrique a annoncé le licenciement de 2000 salariés, soit presque la moitié de ses effectifs, tandis que la Camair (Air Cameroun) a décidé de supprimer plus d'un tiers de son personnel (600 employés sur 1409) .

En défense de *Bilan*, contre les manoeuvres de *Hilo Rojo*

En avril 2000, la section du CCI en Espagne a publié sous forme de livre la 3e édition de la brochure *Espagne 1936 : Franco et la République massacrent les travailleurs*, qui contient une sélection de textes de *Bilan*, publication de la Fraction italienne de la Gauche communiste, sur la guerre d'Espagne. A peine quatre mois après, *Hilo Rojo* (*HR*) réapparaît, comme par enchantement (après plus d'un an de silence) pour publier simultanément un contre-livre intitulé *Les révolutionnaires et la guerre d'Espagne. Textes de Bilan (1936-1938)*, dans lequel les auteurs occultent leur filiation politique, et le numéro 26 de leur revue *Hilo Rojo* sur le thème *"En défense de Bilan. En défense du patrimoine historique du prolétariat. Lettre ouverte au Courant communiste international"*. Cette entreprise n'est qu'une tentative de ridiculiser *Bilan* en se présentant comme son "véritable héritier et défenseur" et de dénigrer le CCI en le présentant comme incapable de constituer la véritable continuité historique de *Bilan* et de défendre son héritage politique.

Mais qui est *Hilo Rojo* ?

HR est apparu sur la scène politique, apparemment de nulle part, en juillet 1994, en se proclamant *"organe du parti communiste pour préparer le parti communiste de la prochaine révolution"*, en se présentant comme la vraie continuité de Marx, Engels et Lénine, et en prétendant avoir surmonté l'*"opportunisme gauchiste"* des courants et organisations qui composent aujourd'hui le milieu politique prolétarien.

Nous n'avons pas cessé depuis 1995 de dénoncer systématiquement dans notre presse ce qu'est vraiment *HR*, par son programme, ses positions et son comportement politiques, un sous-marin de l'extrême-gauche du capital. Ces "vrais révolutionnaires" défendent et appuient le parlementarisme et la participation aux élections, défendent et appuient le syndicalisme, défendent et appuient le nationalisme et les "luttes de libération nationale", appellent les ouvriers à se mobiliser pour libérer les prisonniers de l'ETA, appellent à prendre partie pour les bandes tchétchènes, entre autres, dans les guerres impérialistes locales de ces dernière années.

La seule chose qui différencie *HR* des autres formations de l'extrême-gauche du capital, c'est que son unique raison d'être est de ridiculiser et de calomnier les organisations issues des fractions de gauche de la 3e Internationale. Depuis le début la vocation de *HR* a été d'essayer d'infiltrer le milieu politique de la Gauche communiste. Pour ce faire il a toujours essayé de prendre toutes les précautions pour occulter ses origines politiques. Comme nous l'avions dit à l'époque : *"HR s'est toujours refusé à révéler sa trajectoire politique. En* 'réponse' *à notre demande répétée à ce sujet, il nous a sorti une litanie digne du plus vulgaire des groupes maoïstes :* 'Notre filiation est Marx, Engels, Lénine'" (*RI* n°270). Nous aurions pu ajouter qu'en fait il se contentait simplement de tronquer le *"Staline et Mao"* de la fameuse litanie pour essayer de se faire passer pour "révolutionnaire" dans le milieu de la Gauche communiste qu'il essayait d'infiltrer. Curieusement, à partir du moment où le CCI et d'autres organisations révolutionnaires -le BIPR (1) - ont fermé la porte à *HR*, celui-ci a abandonné sa politique de diplomatie et de séduction envers certaines organisations (en fait des tentatives de division), pour la changer en un dénigrement systématique de toutes ces organisations. Peu après, le "dirigeant et fondateur" de *HR*, Ignacio Rodas, supposé continuateur de Marx, Engels et Lénine, révélait, dans des notes en tant qu'auteur d'un livre *La maladie mature du gauchisme, l'opportunisme*, quelques arcanes de sa trajectoire : son engagement à des postes de responsabilité dans des organisations trotskistes en Espagne (OT, PORE, Fraction ouvrière léniniste, PST) et plus tard dans le parasitisme (Groupe Communiste Internationaliste). Avec cette "révélation" partielle, ce monsieur n'a quoi qu'il en soit jamais répondu aux questions que nous lui avions posées en 1996 à la Fête de Lutte Ouvrière : "*Quel est le processus de clarification, de décantation et de rupture qui a donné lieu à HR (en particulier en ce qui concerne la nature de l'URSS et les luttes de libération nationale) ?*". Et pour cause !

HR ne peut pas être dans la continuité de *Bilan*

Alors que *Bilan* défendait avec courage l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire que les travailleurs ne doivent jamais apporter leur soutien à un des camps dans les guerres impérialistes, *HR* appelle à "*défendre révolutionnairement le peuple tchétchène contre l'agression impérialiste réactionnaire du gouvernement Eltsine*" (supplément n°3 de *HR*). *HR* a aussi monté une "*Conférence internationaliste en défense du mouvement révolutionnaire d'Albanie" avec "toutes les forces prolétariennes qui répondent positivement aux termes généraux du présent appel*" (*HR* n°17), les "forces prolétariennes" en question étant des individus appartenant entre autres aux institutions bourgeoises comme le syndicat UGT ou le Parti socialiste de Catalogne. Et des cercles aussi troubles que le Centre de estudis i debats de la Esquerra socialista de Catalunya" (*AP* n°137). *HR* a présenté la guerre des mafias engendrée par la décomposition de la bourgeoisie albanaise en 1998 comme le "soulèvement prolétarien le plus important depuis octobre 1917" ! *HR* a aussi le cynisme de présenter que la minorité de *Bilan* qui avait décidé de participer à la guerre d'Espagne en 1936 était passée selon lui "du côté de l'ordre bourgeois", alors que *HR* lui-même en appelait en 1998 à la constitution de "*brigades de volontaires" pour "prendre les armes en défense du mouvement prolétarien albanais*" !

Il ne vaut pas la peine de répondre ici à la kyrielle de falsifications et analyses délirantes avec lesquelles ces idéologues minables se permettent de pontifier sur le combat difficile des fractions qui ont lutté contre la dégénérescence de l'Internationale communiste pour se maintenir sur un terrain de classe. Ce combat est totalement étranger à *HR*.

Sur quelle base *HR* dénonce-t-il notre prétendue "trahison" de *Bilan* ? "*Dans les impardonnables falsifications et négligences, toutes celles (sans parler de votre légèreté absolue en ce qui concerne l'orthographe et la syntaxe de l'écrit qui rend inintelligible une bonne partie des textes) commises, de quelle autre manière ? Sinon dans la confiance que confèrerait l'impunité, et qui ne peuvent être comprises qu'à la lumière de la considération du processus opportuniste à travers lequel l'ancrage historique du CCI dans le semi-anarchisme, combattu et vaincu, sur toute la ligne, lors de la précédente révolution, par le Parti de Lénine va conduire... le Courant vers le camp de la bourgeoisie.*" La profondeur politique d'une telle argumentation est proportionnelle à l'inanité politique de celui qui en est l'auteur !

Et *HR* n°26 est un florilège de prétendues "falsifications" des textes de *Bilan*, en fait, à part deux ou trois vraies fautes de traduction, une collection de présumées virgules mal placées ou adjectifs prétenduement ajoutés ou retranchés...

Bas les masques ! Ce qui préoccupe *HR* n'est en rien que l'on fasse connaître "fidèlement" *Bilan*, mais précisément tout le contraire : empêcher que les nouvelles générations de prolétaires, les jeunes éléments qui se posent des questions, qui cherchent à réfléchir sur la lutte historique de la classe ouvrière trouvent les vraies leçons qu'a léguées *Bilan*, rencontrent les organisations qui continuent à maintenir vivantes ces leçons. L'entreprise *HR*, quelle que soient les véritables motivations de ses auteurs, et surtout de son principal animateur, monsieur I. Rodas, n'a qu'un seul but : ridiculiser et dénoncer la mouvance politique de la Gauche communiste en général, le CCI en particulier. Et on peut aussi se demander pourquoi ce soudain acharnement et cette débauche de moyens pour essayer de discréditer notre publication sur la guerre d'Espagne, sinon que les leçons que tirait déjà *Bilan* sont vraiment dérangeantes pour ces héritiers des staliniens au service de la classe dominante capitaliste que représente le hideux *Hilo Rojo*.

D'après *Accion Proletaria* n°156.

(1) Bureau International pour le Parti Révolutionnaire. Organisation appartenant au courant de la Gauche communiste.

PORTO ALEGRE

(SUITE DE LA PAGE 5)

autogérés) reste, elle, bien sûr dans d'autres mains et ce budget disponible n'est évidemment pas augmenté d'un centime. On veut ainsi une nouvelle fois nous faire prendre des vessies capitalistes pour des lanternes socialistes. En fait, cela ne sert précisément que de cache-misère. Et c'est pour cela que 200 villes brésiliennes pratiquent aujourd'hui cette "démocratie participative" qui nous est présentée comme un nouveau modèle social. Mieux, ce sont des propositions de ce type ou d'autres recettes démagogiques plus ou moins réalisables à l'intérieur de l'exploitation capitaliste comme la taxation par l'Etat des transactions financières (la fameuse "taxe Tobin" qui, appliquée unilatéralement à tous ne changerait strictement rien aux rapports de concurrence entre capitalistes) (4) ou l'interdiction des "paradis fiscaux" qu'on nous présente comme les prémices de leur prétendue "Internationale citoyenne et démocratique". Celle-ci n'a rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière et elle n'a rien à voir avec l'internationalisme prolétarien. Elle est une véritable parodie qui, pour tenter d'exorciser le mouvement ouvrier, affiche de dérisoires prétentions à se substituer au terrain de classe, à l'internationalisme prolétarien en mettant en avant le ridicule modèle social de la "démocratie participative" du PT brésilien. En fait, cette nouvelle manoeuvre grossière de notre ennemi de classe n'est que de la poudre aux yeux balancée par la social-démocratie et ses alliés pour brouiller les pistes trop évidentes sur ses états de service purement capitalistes et tenter de ravaler sa façade politique à moindre frais.

CB

(1) Voir notamment les articles "Mensonges autour du sommet de l'OMC à Seattle : on ne peut pas réformer le capitalisme, il faut le détruire" (*RI* n° 297, janvier 2000) et "De Seattle à Nice, le piège des mobilisations 'antimondialistes'" (*RI* n° 308, janvier 2001).

(2) Présent comme emblématique président du Mouvement des Citoyens mais surtout célèbre en tant qu'ancien ministre de l'intérieur champion de l'expulsion des travailleurs sans-papiers.

(3) Luis Ignacio Lula da Silva, dit "Lula", président du PT (parti de gauche rassemblant sociaux-démocrates, divers courants trotskisants, syndicalistes et "chrétiens de gauche") devenu une sorte de Walesa à la brésilienne qui s'est illustré au cours des grèves ouvrières au milieu des années 1970 pour avoir poussé le gouvernement à officialiser le syndicalisme alors illégal et qui a été depuis lors candidat à l'élection présidentielle à trois reprises.

(4) Voir *RI* n° 293, sept. 1999, l'article "Taxe Tobin : une fausse réponse à la crise du capitalisme, une vraie mystification antiouvrière". Le milliardaire spéculateur Georges Soros a lui même récemment déclaré qu'il était favorable à l'institution de la taxe Tobin...

REFUGIES

(SUITE DE LA PAGE 3)

intérêts commerciaux et impérialistes bien compris du capital français n'en doutons pas), mais on négligera de nous rappeler que la France n'avait pas autant d'états d'âme pour la population d'Irak quand elle participait au déluge de fer et de feu qui s'est abattu sur elle il y a dix ans.

Autre hypocrisie : les grands discours "anti-négriers" qui déclarent la chasse ouverte aux filières d'immigration clandestine. C'est le comble du cynisme de la part de tous les gouvernements de droite comme de gauche de s'offusquer à bon compte de ce que "*le trafic d'êtres humains est un des secteurs en développement de la criminalité organisée*" (*Libération* du 20 février) ! Et pour cause. Non seulement les grandes puissances occidentales portent une lourde responsabilité dans l'enfer grandissant que vivent les populations du tiers monde, mais une des raisons, et non des moindres, du caractère particulièrement lucratif, pour les mafias, du trafic d'émigrants, c'est la quasi-interdiction de l'immigration légale pour les prolétaires des pays pauvres. Ceux-ci n'ont donc guère le choix que de s'en remettre aux trafiquants de chair humaine illégaux qui les entassent dans des cales de navire ou dans des containers (comme les 58 chinois trouvés morts asphyxiés dans un container à Douvres l'été dernier).

Mais l'hypocrisie va plus loin. Tout d'abord, les Etats ferment volontiers les yeux sur les filières de passeurs, ne serait-ce que lorsque celles-ci agissent au sein des frontières de l'Europe et qu'elles sont un moyen, bien commode, de "laisser filer" les réfugiés atterris sur leur sol vers les pays voisins (par exemple, la Grande-Bretagne protestait récemment contre la mauvaise volonté mise par l'Etat français pour mettre fin aux filières de Calais qui font passer régulièrement des clandestins vers l'Angleterre).

Par ailleurs, le fameux distinguo entre réfugiés "politiques" et "économiques" prend racine dans la profonde nature des rapports capitalistes. Ceux qui ont une chance d'être classés dans la première catégorie, opposants aux régimes en place qui les pourchassent, sont le plus souvent des intellectuels issus de l'élite locale, bref la bourgeoisie occidentale sait y reconnaître sa propre classe. Les autres, qui affluent vers les pays riches dans l'espoir d'y trouver les moyens de vivre, ne sont "que" de la main-d'oeuvre, à la recherche d'un acheteur de leur force de travail, ce sont des membres du prolétariat, cette classe dépossédée de tout moyen de production et de toute "terre" et qui, de tous temps a dû s'exiler, émigrer "ailleurs", pour trouver un capital qui l'emploie. A ce titre, ils ne sont qu'une marchandise, la marchandise force de travail. Avant les trafiquants de chair humaine dénoncés ces jours-ci dans les médias, c'est d'abord le capital qui a toujours considéré les prolétaires comme une marchandise. Et, la force de travail étant une marchandise, la classe bourgeoise la traite comme tel, c'est-à-dire qu'elle se donne les moyens d'en "contrôler" le marché, comme on contrôle, par des quotas ou droits de douane, celui des céréales ou de l'acier.

Malgré les airs "dégoûtés" affichés par les gouvernements pour les "migrants économiques", ils savent très bien qu'aujourd'hui, comme hier, l'immigration constitue une des conditions de la bonne marche du capitalisme. Ces derniers temps notamment, les "experts" les plus sérieux des milieux patronaux ou de l'OMC, n'arrêtent pas de dire que les pays avancés, et notamment ceux d'Europe occidentale, auraient besoin qu'on "ouvre" un peu plus la porte à l'immigration venue des pays les plus pauvres. La main-d'oeuvre immigrée est en effet très avantageuse, justement parce qu'elle fournit une armée de réserve pour des emplois temporaires et précaires, et chose qu'on dit moins ouvertement, parce qu'elle est prête à travailler pour des salaires que les ouvriers de souche n'accepteraient pas.

Le subtil dosage entre le taux d'immigration "légale" et la "tolérance" de fait des Etats pour l'immigration clandestine, fait partie de la bonne gestion de la marchandise force de travail pour les besoins du capital. Les immigrés clandestins sont encore plus corvéables à merci que les "réguliers". Dépourvus de tout recours auprès des autorités contre les abus de leur patron, obligés de rester enfermés la plupart du temps pour éviter de se faire prendre par la police, n'ayant absolument aucune couverture sociale, les travailleurs clandestins sont réduits à une condition proche de l'esclavage et comparable à la condition ouvrière des premiers temps du capitalisme. C'est là une classe ouvrière comme l'aiment non seulement les patrons qui l'exploitent, mais l'ensemble de la bourgeoisie nationale de chaque pays puisque les très bas salaires qui lui sont versés permettent de réduire les coûts de l'ensemble de la production nationale face à la concurrence des autres pays.

C'est pour cela que les gouvernements, s'ils ne cessent de persécuter les immigrés clandestins, ne font pas grand chose pour lutter contre les patrons qui les emploient ni contre les mafias qui contrôlent les filières d'immigration. N'en doutons pas, les négriers qui emploient la main-d'oeuvre clandestine, les mafias et les Etats ont partie liée ; ils se partagent le travail au bénéfice du capitalisme.

P. (25 février)

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org/french

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F +frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F +8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

Le syndicalisme est-il une arme pour la classe ouvrière ?

LYON : le samedi 24 mars à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 10 mars de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

jPARIS : le samedi 10 mars à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 9 mars à 20 h30
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 24 mars à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

R I - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^te^-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphynx - 6,pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre C^ial^ La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e^). La Proue -15, rue Childebert (2^e^).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^e^).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte -19, rue du G^al^-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14^e^). La Brèche - 27, rue Taine (12e). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e^). Page 189 - 189, fbg St Antoine (11e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès.
Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M^al^-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC-81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

LILLE
Permanence le samedi 17 mars à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 11 mars de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON
Permanence le samedi 24 mars de 18h à 21h , au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e^ vendredi du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse, le 4ème dimanche du mois de 11h15 à 12h15.

MARSEILLE
Permanence le samedi 7 avril à partir de 15h, Cafétéria Casino, boulevard Jean Moulin, Métro Timone-Baille.
Vente de la presse les samedis 10 mars et 7 avril de 11h30 à 12h30 , allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES
Permanence le samedi 10 mars à 17 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS
Permanence les samedis 24 mars et 7 avril de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

ROUEN
Vente de la presse le dimanche 11 mars de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE
Permanence le vendredi 6 avril à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse tous les dimanches au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h à 12h30.

TOURS
Permanence le samedi 24 mars à 18h et le samedi 7 avril à 17h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

D (Rouen) : 300

Lille: Permanence du 17 février: L. : 25.

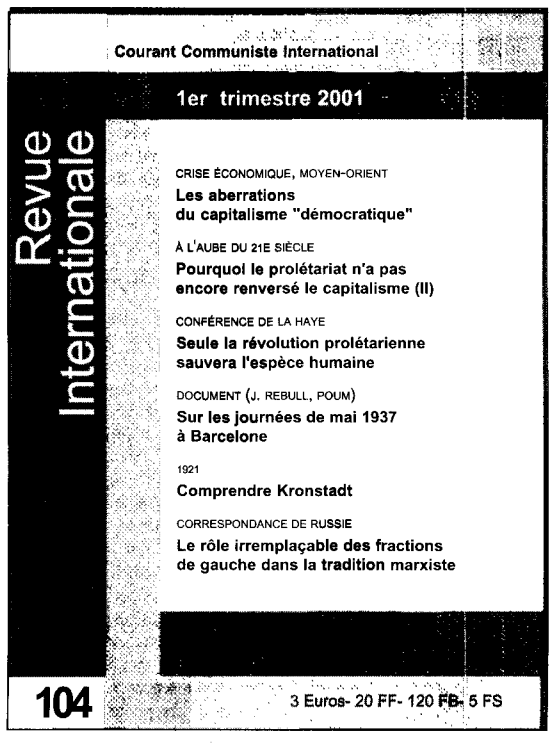
Nantes : Permanence du 13 janvier : H. : 300, Julie : 250.

Paris : Permanence du 10 février : Cl : 100, JP : 54, Al : 100.

Tours : Réunion publique du 20 janvier : CB : 50, GP : 100, Aboulafia : 400.

Total : 1679.

Lisez la Revue Internationale



La Revue Internationale est maintenant distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst.
No de Commission paritaire : 54267

LA REPRESSION DE KRONSTADT EN MARS 1921

Une erreur tragique du mouvement ouvrier

Il y a 80 ans, en mars 1921, moins de quatre ans après la prise du pouvoir par la classe ouvrière lors de la révolution d'octobre 1917 en Russie, le parti bolchevik met fin par la force à l'insurrection de la garnison de Kronstadt sur la petite île de Kotline dans le Golfe de Finlande, à 30 kilomètres de Petrograd.

La Russie des soviets avait dû mener durant plusieurs années un combat sanglant dans la guerre civile contre les menées contre-révolutionnaires des armées blanches soutenues par les armées étrangères. Mais la révolte de la garnison de Kronstadt ne fait pas partie de ces tentatives contre-révolutionnaires : c'est une révolte au sein même des partisans ouvriers du régime des soviets qui avaient été à l'avant garde de la révolution d'Octobre. Ces ouvriers mettent en avant des revendications en vue de corriger les nombreux abus et les déviations intolérables du nouveau pouvoir. Et sa répression sanglante a constitué une tragédie pour le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Octobre 1917 en Russie a été une révolution prolétarienne, le premier épisode victorieux dans le déroulement de la révolution prolétarienne mondiale qui était la réponse de la classe ouvrière internationale à la guerre impérialiste de 1914-18. L'insurrection d'Octobre faisait partie d'un processus de destruction de l'Etat bourgeois et d'établissement de la dictature du prolétariat et, comme les bolcheviks l'ont passionnément défendu, sa signification profonde était qu'elle devait marquer le premier moment décisif de la révolution prolétarienne mondiale, de la guerre de classe du prolétariat mondial contre la bourgeoisie.

L'isolement de la révolution en Russie est la véritable cause de sa dégénérescence

La révolution commencée en Russie 1917 n'a pas réussi à s'étendre internationalement malgré les nombreuses tentatives de la classe ouvrière dans toute l'Europe.

La Russie elle-même avait été déchirée par une longue et sanglante guerre civile qui avait dévasté l'économie et fragmenté le prolétariat industriel, colonne vertébrale du pouvoir des soviets.

L'élimination des comités d'usine, la subordination progressive des soviets à l'appareil d'Etat, le démantèlement des milices ouvrières, la militarisation croissante de la vie sociale, résultats des périodes de tension durant la guerre civile, la création de commissions bureaucratiques, étaient toutes des manifestations extrêmement significatives du processus de dégénérescence de la révolution en Russie. Bien que certains de ces faits datent d'avant même la période de guerre civile, c'est cette dernière qui voit le plein épanouissement de ce processus. De plus en plus, la direction du Parti-Etat développait des arguments montrant que l'auto-organisation de la classe ouvrière était excellente en principe, mais que, dans l'instant présent, tout devait être subordonné à la lutte militaire. Une doctrine de "l'efficacité" commençait à saper les principes essentiels de la démocratie prolétarienne. Sous le couvert de cette doctrine, l'Etat commença à instituer une militarisation du travail, qui soumettait les ouvriers à des méthodes de surveillance et d'exploitation extrêmement sévères. Ayant émasculé les comités d'usine, la voie était libre pour que l'Etat introduise la "direction d'un seul" et le système de Taylor d'exploitation sur les lieux de production, le même système que Lénine lui-même avait dénoncé comme l'asservissement de l'homme à la machine. Les ravages de l'économie de guerre et le blocus mettaient le pays tout entier au bord de la famine, et les travailleurs devaient se contenter des rations les plus maigres, souvent distribuées très irrégulièrement. De larges secteurs de l'industrie cessèrent de fonctionner, et des milliers d'ouvriers furent contraints à la débrouille individuelle pour survivre. La réaction naturelle de beaucoup d'entre eux fut de quitter complètement les villes et de chercher quelques moyens de subsistance à la campagne.

Tant que durait la guerre civile, l'Etat des soviets conservait l'appui de la majorité de la population car il était identifié au combat contre les anciennes classes possédantes. Les privations très dures de la guerre civile avaient été supportées avec une bonne volonté relative par les travailleurs, les ouvriers et les petits paysans. Mais après la défaite des armées blanches, beaucoup commençaient à espérer que les conditions de vie seraient moins sévères et que le régime relâcherait un peu son emprise sur la vie économique et sociale. La direction bolchevique, toutefois, confrontée aux ravages de la production causés par la guerre, était assez réticente à permettre quelque relâchement dans le contrôle étatique sur la vie sociale.

Le soulèvement de Kronstadt

A la fin de 1920, des soulèvements paysans s'étendent à travers la province de Tambov, la moyenne Volga, l'Ukraine, la Sibérie occidentale et d'autres régions. La démobilisation rapide de l'Armée Rouge met de l'huile sur le feu avec le retour dans leurs villages des paysans en uniforme. La revendication centrale de ces révoltes porte sur l'arrêt des réquisitions de blé et sur le droit des paysans à disposer de leurs produits. Au début de 1921, l'esprit de révolte s'est étendu aux ouvriers des villes qui avaient été l'avant-garde de l'insurrection d'Octobre : Petrograd, Moscou et Kronstadt.

Petrograd connut une série de grèves spontanées importantes. Aux assemblées d'usine et dans les manifestations, des résolutions qui réclamaient une augmentation des rations de nourriture et de vêtements, étaient adoptées, car la plupart des ouvriers avaient faim et froid. Allant de pair avec ces revendications économiques, d'autres plus politiques, apparaissaient aussi : les ouvriers voulaient la fin des restrictions sur les déplacements en dehors des villes, la libération des prisonniers de la classe ouvrière, la liberté d'expression, etc. Sans aucun doute, quelques éléments contre-révolutionnaires comme les mencheviks ou les socialistes-révolutionnaires (SR) jouaient un rôle dans ces événements, mais le mouvement de grève de Pétrograd était essentiellement une réponse prolétarienne spontanée aux conditions de vie intolérables. Les autorités bolchéviques, cependant , ne pouvaient admettre que les ouvriers puissent se mettre en grève contre l'Etat post-insurrectionnel qualifié "d'Etat ouvrier", et taxaient les grévistes de provocateurs, de paresseux et d'individualistes.

Ce sont les troubles sociaux en Russie, et surtout à Pétrograd, qui vont servir de détonateur à la révolte des marins de Kronstadt. Avant que n'éclatent les grèves de Pétrograd, les marins de Kronstadt (que Trotsky qualifiait comme étant la "gloire et l'honneur de la révolution") avaient déjà entamé une lutte de résistance contre les tendances bureaucratiques et le renforcement de la discipline militaire au sein de la Flotte Rouge, mais quand arrivent les nouvelles de Pétrograd et de la déclaration de la loi martiale, immédiatement les marins se mobilisent et envoient le 28 février une délégation aux usines de Pétrograd. Le même jour, l'équipage du croiseur Petropavlovsk se réunit et vote une résolution qui va devenir le programme des insurgés de Kronstadt. Cette résolution met en avant des revendications économiques et politiques, réclamant notamment la fin des mesures draconniennes du "communisme de guerre" et la régénération du pouvoir des soviets avec liberté d'expression, liberté de la presse, droit d'expression de tous les partis politiques.

Le 1er mars, deux délégués du parti bolchévik rencontrent l'équipage du Petropavlovsk et dénoncent cette résolution en brandissant immédiatement la menace de répression si les marins ne reculent pas. Cette attitude arrogante et provocatrice des autorités bolchéviques va mettre le feu aux poudres et galvaniser la colère des matelots. Le 2 mars, jour de la réélection du soviet de Kronstadt, la résolution du Petropavlovsk est votée par 300 délégués qui adoptent une motion pour la "reconstitution pacifique du régime des soviets". Les délégués forment un "Comité Révolutionnaire Provisoire" (CRP) chargé de l'administration de la ville et d'organiser sa défense contre toute intervention armée du gouvernement. A partir de ce jour est née la commune de Kronstadt qui publie ses propres Izvestia dont le premier numéro déclarait : "*Le parti communiste, maître de cet Etat, s'est déclaré incapable de sortir le pays du chaos. D'innombrables incidents se sont produits récemment à Moscou et à Pétrograd, qui montrent clairement que le parti a perdu la confiance des masses ouvrières. Le parti néglige les besoins de la classe ouvrière parce qu'il croit que ces revendications sont le fruit d'activités contre-révolutionnaires. En cela, le parti commet une profonde erreur.*"

Cependant, la révolte de la Commune de Kronstadt est restée totalement isolée. L'appel des insurgés à l'extension de ce qu'ils appelaient la "Troisième révolution" est restée sans écho. A Pétrograd, malgré l'envoi d'une délégation aux usines, malgré la diffusion de tracts et de la résolution du Pétropavlovsk, l'appel de la Flotte Rouge n'a pas réussi à mobiliser la classe ouvrière de toute la Russie qui pourtant se reconnaissait entièrement dans le programme des insurgés et soutenait pleinement la révolte. Les ouvriers de Pétrograd ont mis fin à leurs mouvements de grèves et ont repris le travail soumis à la loi martiale car la classe ouvrière en Russie avait été brisée, démoralisée, éparpillée par la guerre civile.

L'écrasement de Kronstadt

La réponse immédiate du gouvernement bolchevik à la rébellion a été de la dénoncer comme une partie de la conspiration contre-révolutionnaire contre le pouvoir des soviets. Bien sûr, tous les charognards de la contre-révolution, depuis les gardes blancs jusqu'aux SR tentèrent de récupérer la rébellion et lui offrirent leur appui. Mais excepté l'aide humanitaire par le canal de la Croix-Rouge russe contrôlée par les émigrés, le CRP rejeta toutes les avances faites par les forces de la réaction. Il proclamait qu'il ne luttait pas pour le retour de l'autocratie, ou de l'Assemblée Constituante (où s'étaient rassemblés, début 1918, les ennemis de la révolution) mais pour une régénération du pouvoir des soviets libéré de la domination bureaucratique : "*Ce sont les soviets et non l'assemblée constituante qui sont le rempart des travailleurs*" déclaraient les Izvestia de Kronstadt. "*A Kronstadt, le pouvoir est entre les mains des marins, des soldats rouges et des travailleurs révolutionnaires. Il n'est pas dans les mains des gardes blancs commandés par le général Kozlovsky, comme l'affirme mensongèrement radio Moscou*"

On ne peut pas nier qu'il y ait eu des éléments petits-bourgeois dans le programme et l'idéologie des insurgés et dans le personnel de la flotte et des armées. En fait, c'était l'occasion pour ces éléments, qui étaient hostiles au parti bolchévik parce qu'il avait été à la tête de la révolution de 1917, de manifester cette hostilité. Mais la présence de ces éléments ne changeait absolument pas la nature du mouvement lui-même.

La direction bolchevique a réagi avec une extrême fermeté à la rébellion de Kronstadt. Son attitude intransigeante élimina rapidement toute possibilité de compromis ou de discussion. Pendant l'assaut militaire lui-même de la forteresse, les unités de l'Armée Rouge envoyées pour écraser la rébellion étaient

(SUITE PAGE 2)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de *« socialistes »* ou *« communistes »*, ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX[e] siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d' *« indépendance nationale »*, de *« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »*, quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La *« démocratie »*, forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *« ouvriers »*, *« socialistes »*, *« communiste »* (les ex-*« communistes »* aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de *« front populaire »*, *« front anti-fasciste »* ou *« front unique »*, mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, *« officielles »* ou *« de base »*, ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni *« autogestion »*, ni *« nationalisation »* de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'*« organiser la classe ouvrière »*, ni de *« prendre le pouvoir »* en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III[e] Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.